



**QUELLE AFRIQUE SANS L'OCCIDENT ?  
ETUDE COMPARATIVE DE DEUX MONDES  
AUX MEMES EPOQUES : 1960 - 2000<sup>i</sup>**

**Koffi Ignace<sup>ii</sup>**

Docteur en Histoire économique et sociale,  
Membre honoraire et partenaire de l'Association Tuniso-Méditerranéenne  
pour les études historiques sociales et économiques (TMA for HSES),  
Chercheur à l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains (IHAAA),  
Côte d'Ivoire

**Résumé :**

Depuis toujours, les peuples ont éprouvé le désir de s'affirmer ; si certains l'ont fait en s'investissant dans la recherche scientifique, le développement industriel et la création de richesse au profit de leur nation, d'autres par contre sont restés dans leur périmètre ancestral ayant pour principales activités la recherche du nécessaire vital et la déclaration de guerres sans fins à leurs voisins. Le constat est que ceux qui ont compris l'importance de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ont une longueur d'avance de nos jours sur les derniers cités. Les occidentaux ont tôt fait d'avouer leurs ambitions expansionnistes. Au nom d'une curiosité très poussée, du savoir et de la recherche, ils ont traversé océans, fleuves, forêts, terres arides et contrées très hostiles, à la découverte de nouveaux territoires. Ces risques leur ont valu aujourd'hui de se positionner en maîtres du monde, vu que les moyens utilisés pour franchir ces étapes étaient méconnus des peuples nouvellement découverts. Au-delà de ces actions d'exploration, de découvertes, de missionnaires, les nouveaux venus, forts de leur avancée technologique sur les occupants des nouvelles terres vont agir en conquérants afin d'exploiter les richesses du continent africain, au grand désarroi des populations locales qui parfois en ignoraient l'existence ou l'importance, tel le cas du pétrole et du manganèse. Cependant, depuis cette rencontre fatidique entre occidentaux et africains, les lignes ont bougé. Les Africains, partis à l'école de l'occident comprennent mieux les ambitions des occidentaux. Ils appréhendent mieux les actions de ces derniers selon les réflexions très poussées, mais à l'occidentale. Cette étude qui repose sur des recherches documentaires vient poser un problème crucial dans l'histoire de relations internationales : de quelle Afrique parlerait-on de nos jours s'il n'y avait pas eu de rencontres entre les deux mondes ?

---

<sup>i</sup> WHAT AFRICA WITHOUT THE WEST? COMPARATIVE STUDY OF TWO WORLDS AT THE SAME ERA: 1960 - 2000

<sup>ii</sup> Correspondence: email [massa.issan@yahoo.com](mailto:massa.issan@yahoo.com)

**Mots clés :** Afrique, occident, innovation, ambitions, exploration, intérêt, développement

**Abstract:**

People have always felt the desire to assert themselves; if some have done so by investing in scientific research, industrial development and the creation of wealth for the benefit of their nation, others on the other hand have remained in their ancestral perimeter whose main activities are the search for vital necessities and the declaration of endless wars on their neighbors. The reality is that those who have understood the importance of scientific research and technological innovation are one step ahead of the latest cities these days. Westerners were quick to confess their expansionist ambitions. In the name of deep curiosity, knowledge and research, they crossed oceans, rivers, forests, arid lands and very hostile regions, to discover new territories. These risks have earned them today the position of masters of the world, since the means used to overcome these stages were unknown to the newly discovered peoples. Beyond these exploration, discovery and missionary actions, the newcomers, strong in their technological progress on the occupants of the new lands, will act as conquerors in order to exploit the wealth of the African continent to the dismay of the local populations. who sometimes ignored its existence or importance, such as oil and manganese. However, since this fateful meeting between Westerners and Africans, the lines have shifted. Africans who went to school in the West have a better understanding of the ambitions of the West. They better understand the actions of the latter according to very thorough reflections but in the West. This study, which is based on documentary research, poses a crucial problem in the history of international relations: what Africa would we be talking about today if there had not been meetings between the two worlds?

**Keywords:** Africa, the West, innovation, ambitions, exploration, interest, development

**Introduction**

La rencontre des différents mondes à travers les explorations n'a pas joué en faveur du continent africain. Les explorateurs venus d'autres continents avaient à leurs actifs des connaissances scientifiques techniques et technologiques. Ces atouts leur ont permis de se positionner en véritables maîtres des peuples africains qui ont subi le joug de la colonisation. Opprimée, humiliée et présentée comme la chasse-gardée des conquérants européens, l'Afrique colonisée veut amorcer un semblant de développement en ce nouveau millénaire. Tout le continent africain vit au rythme et à la cadence de l'héritage coloniale : école, moyens de transport, système sanitaire et bancaire, échanges commerciaux et langue officielle. Tout cela découle du système colonial européen. Si cet héritage est un mal, alors il a en lui des germes de connaissances et de développement. Pour preuve, nous sommes aujourd'hui à l'école de l'occident et nous vivons à l'ère des buildings et des métros. Notre continent l'Afrique, en ce 21<sup>e</sup> siècle est encore à la traîne du rendez-vous du développement. L'Europe, depuis sa première révolution industrielle

entamée dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, est aujourd'hui à la conquête de nouvelles planètes à coloniser. Nous vivons un développement imposé à nous par l'Occident et avons adopté la manière de vivre, de penser du colonisateur. Dès lors, il y a lieu de se demander à quoi ressemblerait l'Afrique de nos jours s'il n'y avait pas eu de rencontre entre ce continent et les occidentaux ?

Pour cette étude, la Côte d'Ivoire sera le pays référent qui nous servira de base. Elle part de 1960, date d'accession de la plupart des pays africains francophones à la majorité suprême. A cet effet, chaque pays, selon ses dirigeants va amorcer son développement avec ses propres programmes de gouvernement. L'étude se referme sur l'année 2000 ; c'est-à-dire quarante ans après l'indépendance. Force est de constater qu'il n'y a pas eu d'industries africaines propres au continent.

Pour sa réalisation, nous avons eu recours à la recherche documentaire qui nous a conduit dans les centres de documentation dont celui du Ministère de Plan ainsi qu'à la bibliothèque de l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains (IHAAA). Les informations recueillies sur notre réflexion émanent pour la plupart des revues de presse dont nous avons trouvé les contenus plus fiables.

L'objectif poursuivi par cette étude est de comprendre par quelles stratégies, l'Afrique pourra amorcer un véritable développement et parvenir au niveau des puissances occidentales. Notre étude s'articulera autour de deux axes : Une brève comparaison des deux mondes : l'Europe et l'Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle et le processus du développement de l'Afrique.

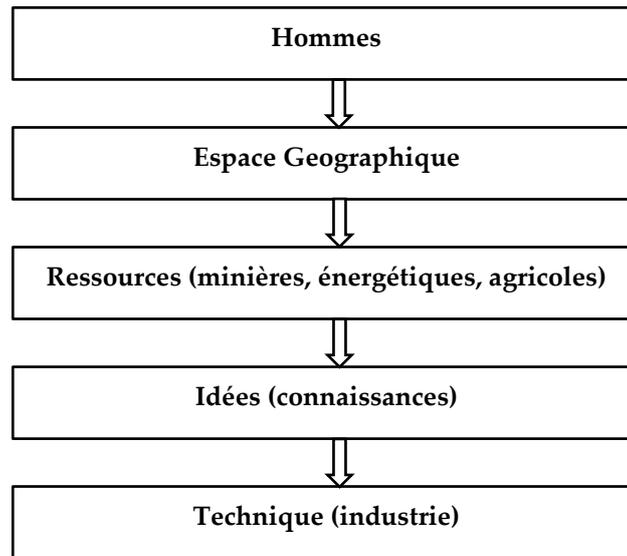
## **1. Une brève comparaison des deux mondes : l'Europe et l'Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle**

Une étude ayant trait à la colonisation et au développement d'un pays se fondera sur des approches comparatives des deux mondes aux mêmes époques.

### **1.1. La notion du développement**

Tout développement présume un profond changement ; cela part d'un point A initial pour aboutir à un point B. Il n'y a pas de limite en ce qui concerne le développement ; les nations dites développées sont chaque jour dans la course à l'innovation scientifique et technologique. Ce développement requiert également du savoir et du savoir-faire. Ces notions relatives à tout peuple sont diversement exploitées pour le développement des différents pays. Ce qui permet à certaines nations de surclasser une nation, un pays d'un autre. Ainsi grâce à ces savoirs, ces connaissances et ces savoir-faire, les Européens ont pu traverser les océans à bord de navires pour se rendre en Afrique. Le schéma ci-dessous traduit notre pensée.

**Document 1 : Schéma du développement d'un pays**



**Source :** Koffi 2022, élaboration personnelle.

Ce schéma nous présente les différents éléments nécessaires pour amorcer un développement ; chaque continent possède ses hommes, c'est-à-dire ses ressources humaines, son potentiel naturel, c'est à dire ses ressources naturelles et ses capacités à réfléchir et à produire. Et pourtant, il n'y a que les occidentaux et les orientaux qui parviennent à exploiter les ressources naturelles et à les mettre à la disposition des autres continents, grâce à leur extraordinaire capacité de réflexion et de production.

C'est également par le truchement de leurs connaissances et de leurs savoir-faire qu'ils ont fasciné les Africains, heureux de découvrir les merveilles de l'Occident dont les armes à feu, la poudre à canon, l'alcool et la verrerie. Les différents échanges entre ces peuples confirment cette situation puisque les Africains raffolaient des produits occidentaux. Des siècles durant, Européens et Africains se côtoyèrent et les échanges commerciaux importants se tissèrent entre les deux peuples.

Ayant constaté l'état primitif dans lequel se trouvaient les Africains après plusieurs siècles d'échanges, les Européens ont instauré et imposé un rapport de force et de domination avec leurs hôtes d'hier. Ceux-ci, sachant que le sous-sol africain regorgeait de ressources naturelles inexploitées, comprirent que leurs hôtes ne maîtrisaient pas la technique et la technologie pour la mise en valeur de leur territoire. Et jusqu'à ce jour, cette technologie nous reste encore inconnue.

Le développement s'inscrit dans le temps et n'est la propriété de personne, d'aucun Etat. Tout Etat a droit à un développement même si tous ne disposent pas des mêmes moyens naturels et humains, donc des mêmes compétences.

## **1.2. L'Europe et l'Afrique**

Il serait prétentieux de présenter l'Europe sous toutes ses composantes dans cette étude. Nous nous limiterons à quelques aspects de la vie du continent européen à une époque précise et voir comment les peuples vivaient la notion du développement.

En Europe au XIXe siècle, de grands changements s'opèrent aussi bien sur le plan politique que sur le plan technique et scientifique.

- Sur le plan politique, des pays comme la France se reconnaissent par leurs contours géographiques bien délimités et une langue qui faisait la fierté de ses habitants en leur procurant une identité commune nationale. L'évolution vers la démocratie était une réalité ; la monarchie en France déclinait au profit de la République. Les nations européennes, monarchie ou républicaine, optèrent la plupart pour un gouvernement parlementaire, base de leur constitution.
- Sur le plan technique et scientifique, la machine libère l'homme et assure son bien-être et sa dignité. Les recherches : la science et la technique collaborent afin de donner un nom, une valeur aux produits de la recherche. Les découvertes et les inventions, de plus en plus nombreuses donnèrent un autre statut à la France. L'on parlait de la révolution industrielle. La France, fort de ses acquis et de ses avancées techniques et scientifiques<sup>iii</sup>, faisant d'elle, un pays industrialisé se lança à la conquête d'autres contrées pour la recherche de matières premières nécessaires à ses industries et pour asseoir son hégémonie.

Au XIXe, la Côte d'Ivoire n'existait pas en tant que pays et bon nombre de pays africains n'avaient encore pas d'existence légale. Il a fallu attendre l'arrivée des colons qui ont fait leur, ce territoire. Après l'avoir découpé et recollé à d'autres contrées pour finalement, ils lui donnèrent un nom et une démarcation géographique avec des frontières internationalement reconnues.

Le continent africain était en proie à des guerres tribales internes. Les peuples se limitaient en des espaces confinés et avec la peur d'être sans cesse attaqués par des voisins hostiles. Théâtre des guerres tribales et d'expansion religieuse et politique, l'on notait sur le continent la présence de Samory Toure qui forgeait son état en Guinée entre 1870 et 1898, tandis que les peuls imposaient leur idéologie politico-religieuse dans le Sokoto et le Macina en Afrique de l'ouest pratiquement dans la même période. (Atlas de l'Afrique, 2000, p.28). Plus loin au sud du continent, Chaka fait des tribus Zoulou une société militaire semant le désordre et l'effroi dans la région au début du XIXe siècle.

Comme nous le voyons, alors que les Européens étaient en train de changer leurs modes de gouvernement et améliorer leur mode vie par des inventions qui leur permirent de disposer de plus de temps et de se lancer à la conquête de nouvelles terres, en Afrique, c'était des guerres tribales, des guerres de religion qui animaient le quotidien d'un peuple déjà meurtri par le commerce des esclaves.

Au vu de ces deux chapitres, nous constatons qu'à la même période de l'histoire, les visions des peuples européens et africains étaient totalement différentes. Alors qu'en Europe, l'homme voulant plus de temps à lui, plus de liberté, accentuait des recherches sur le plan scientifique avec des découvertes qui faisaient la fierté de ce continent et suscitaient la concurrence entre ces différents peuples, en Afrique, c'était le contraire : les

---

<sup>iii</sup> Le chemin de fer, le Montgolfier, le télégraphe étaient les premiers éléments visibles de cette industrialisation

élans expansionnistes de certains souverains provoquaient la fuite des populations vers des contrées plus paisibles.

## **2. Le processus du développement de l'Afrique**

L'histoire nous a enseigné les différents changements qui se sont opérés à travers le monde, par des révolutions par des découvertes. Ce qui nous laisse penser que le développement est possible pour tous à tout moment dans le monde.

### **2.1. Le probable développement de l'Afrique : la transparence politique et la volonté des dirigeants**

L'Afrique dispose de ressources humaines capables de faire de ce continent une puissance industrielle et économique. Les étudiants africains en général fréquentent les mêmes établissements scolaires et universitaires que les Européens et Américains. Ils en sortent avec la même formation et les mêmes diplômes. En Côte d'Ivoire, les établissements scolaires français ou tenus par des ressortissants français existent et accueillent les élèves et étudiants de nationalités différentes. Les domaines scientifiques, techniques et technologiques ne leur sont pas tabous. Les Africains ont des compétences à tous les niveaux aussi bien au niveau de l'Enseignement, de la Finance, des Mathématiques, de la Physique et de la Médecine. Pour prétendre à un développement, il faut la volonté politique. Ici, nous parlons d'une réelle résolution et non d'un semblant de détermination. Nous devons imposer nos points de vue et emmener nos populations à s'adapter à tout changement venant de nos équipes dirigeantes. Cela commence par l'auto consommation de nos produits et le respect de nos coutumes. Pour parler de politique de développement en Afrique, il faudrait qu'il y ait d'abord une culture de la politique, une politique ouverte sur la démocratie, la liberté des peuples, un programme de développement et une indépendance du système judiciaire. Malheureusement, il nous est donné de voir que la politique africaine est calquée sur le modèle occidental ; surtout selon le pays colonisateur. Lors des grands débats télévisés sur l'Afrique, c'est à des spécialistes Européens de l'Afrique que l'on fait appel.

La politique n'est pas perçue de la même manière par les Africains que par les occidentaux. Elle est nouvelle pour les Africains qui en réalité ne l'ont découverte que pendant la période coloniale et en pleine décolonisation. Là encore, il a fallu que des africains aillent à l'école des occidentaux pour en revenir avec des connaissances nouvelles en sciences, en mathématiques et en littérature. Le côté politique fut réservé à l'élite africaine que les Occidentaux approchaient volontiers en vue d'en faire des futurs associés ou des pions. Les décisions prises aux différents sommets France-Afrique nous montrent bien qui est le maître du jeu politique ; surtout celui du 16<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique de la Baule en juin 1990 (voir photo1). Au cours de ce sommet, la démocratie a littéralement été imposée aux Africains sous conditions d'une hypothétique aide au développement. Les propos du président français d'alors en disent

long : « Notre aide ira, enthousiaste, vers ceux qui franchiront le pas en direction de la démocratie » (Jeune Afrique économie, 1990, p.42)

**Photo 1** : Sommet de la Baule en juin (1990)



**Source** : Jeune Afrique économie, 1990, n°133.

Les traditionnels sommets France-Afrique qui avaient pour but de réunir les chefs d'Etats de la France et des pays africains se faisaient dans quel but ?

Pendant longtemps, nous avons entendu nos chefs d'Etats de l'Afrique francophone demander à la France d'être l'avocate de l'Afrique au cours des sommets du monde et au cours des négociations avec les institutions financières internationales. L'on demandait à la France de négocier pour l'allègement de la dette des pays africains. N'est-ce pas à juste titre que lors du sommet de la Baule, la France s'est engagée à son niveau à alléger le poids de la dette africaine (Jeune Afrique économie, 1990, p.43). Ce qui évidemment laisse comprendre qu'il y a une inégalité dans les rapports politiques et économiques entre ce pays européen et les autres pays africains.

La pratique constante et saine de la politique nécessite le respect des institutions de la République et le respect de la constitution de son pays, donc de la reconnaissance des résultats des urnes. Joséphine Guidy Wandja, responsable politique et professeur des universités dans un article publié dans le quotidien le nouveau Réveil n° 5660 de janvier 2021, affirme que « les démocraties modernes réclament des élections régulières avec toutes les libertés... ».

La politique en Afrique n'est certes pas un leurre, mais est loin d'être une réalité. Elle est calquée sur le modèle occidental, donc du colonisateur. Cela se voit simplement dans le fonctionnement et l'organisation de nos institutions qui ne sont que des copies conformes. Quelques heures seulement après son départ de l'Organisation des Nations

Unies pour l'Education, la Sciences et la Culture (UNESCO), Amadou Makhtar M'Bow affirmait au cours d'une interview : « le problème de l'Afrique n'est pas uniquement politique ; il est aussi social, économique, financier » (Jeune Afrique économie, 1990, p.101). Sans faux fuyant, l'ex responsable de l'Unesco a sagement abordé des sujets relatifs au développement du continent africain en interpellant les chefs d'Etats du continent : « l'Afrique ne pourra jamais s'en sortir si chacun de ses Etats agit uniquement en fonction de ce qu'il considère comme ses intérêts immédiats (Jeune Afrique économie, 1990, p.102). Cet avis, nombreux sont les africanistes qui le partagent car la véritable union, celle dénuée d'intérêt partisan et égoïste a toujours concouru au bien des sociétés et des organisations de tout ordre à travers le temps.

## **2.2. Le développement, une question de mentalité et d'habitude**

Le monde moderne et actuel est dominé par les pays industrialisés. L'industrie y occupe une place importante dans la production (Memo Larousse, 1989, p.594). La haute technologie valorise les différents services.

L'Afrique est non seulement à la traîne, mais n'envisage pas être dans le peloton des leaders ; aucun effort d'industrialisation n'est réellement appliqué dans les différents programmes de développement. Quarante ans après les indépendances, le constat est là : les pays européens viennent se procurer en Afrique des matières premières indispensables à leur développement. Une réelle volonté politique africaine de lancer une opération d'exploitation de nos matières premières et une volonté de transformation de ces substances seraient fort appréciées. Le sous-sol africain regorge de ressources minières et minérales sans compter sur la générosité de notre sol qui bien exploité, nous donnera un avantage certain dans la course au développement. D'après la CEA<sup>iv</sup>, l'Afrique dispose de 54% de réserve de platine, 78% de diamants ; 40 % de chrome et de 28% de manganèse.

Le plus important pour les Africains, ce sont les échanges de ces ressources. « Dans ce pays, nous produisons du manganèse, de l'uranium, du bois, du pétrole... le manganèse se vend mal ; l'uranium est pire ; le pétrole, il n'y en a trop sur le marché ... » déclarait l'ex président gabonais Omar Bongo lors d'une interview au mensuel Jeune Afrique économie numéro 162 de décembre 1992.

La transformation de ces produits n'est pas une préoccupation pour les Africains encore moins une priorité. Dès lors, nous comprenons que le développement de l'Afrique n'est pas pour demain. Le tableau n°1 ci-dessous en est une parfaite illustration.

---

<sup>iv</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

**Tableau n°1 : Classement des puissances économiques 20 ans après les indépendances africaines**

| Noms            | Rangs |
|-----------------|-------|
| Etats –Unis     | 1er   |
| Japon           | 2e    |
| Urss            | 3e    |
| Rfa             | 4e    |
| France          | 5e    |
| Grande Bretagne | 6e    |
| Italie          | 7e    |
| Canada          | 8e    |
| Chine           | 9e    |
| Bresil          | 10e   |
| Inde            | 11e   |
| Australie       | 12e   |

**Source :** Memo Larousse, 1989, tableau réalisé à partir de recoupement d'informations, p.594

Comme nous le voyons plus de vingt (20) ans après notre accession à l'indépendance, aucun pays africain n'appartient à ce classement. Des pays comme le Brésil et l'Inde, loin d'être des pays occidentaux ont réussi à intégrer le peloton. De ce fait, nous pouvons affirmer que les pays capitalistes sont riches et industrialisés, alors que ceux colonisés et décolonisés sont dans la nécessité (Memo Larousse, 1989, p.592) malgré leurs richesses agricoles, minières et énergétiques ; cela est normal puisqu'ils ne maîtrisent ni l'exploitation qui nécessite d'énormes investissements, ni le savoir-faire technique et technologique, gage de l'industrialisation et du développement. En plus de ces défaillances, les Etats africains n'ont pas le monopole et la latitude de fixer les prix de vente de leurs propres produits agricoles, miniers et énergétiques.

Plus de trente ans après nos indépendances, les économistes ayant établi le classement des 226 pays du monde par ordre de richesse, en ont retenu quatre niveaux :

- Les pays très riches avec un PNB /HAB<sup>v</sup> supérieur à 8000 \$ américains ;
- Les pays relativement riches avec un PNB /HAB compris entre 2000 \$ et 8000 \$ américains ;
- Les pays relativement pauvres avec un PNB /HAB compris entre 500 \$ et 2000 \$ américains ;
- Les pays très pauvres avec un PNB /HAB inférieur à 500 \$ américains (ATLASECO, 1997, p.13).

Le parcours des différents éléments en notre possession fait état de l'absence des pays africains (malgré leurs nombreuses potentialités économiques) du classement des pays très riches. Les pays les plus riches ne disposent pas tous de ressources naturelles, minérales, minières et énergétiques et pourtant, ils sont les plus nantis et les plus puissants. L'Afrique se signale dans le deuxième groupe, c'est-à-dire celui des pays relativement riches avec deux pays que sont la Lybie et le Gabon. Le troisième groupe est beaucoup plus renforcé avec la présence de plus d'une douzaine de pays africains parmi

<sup>v</sup> Produit national brut par habitant

lesquels et par ordre : la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, le Cap Vert, l'Angola, Djibouti, l'Egypte, le Lesotho, le Cameroun, le Congo, le Sénégal, la Guinée, les Comores et la Côte d'Ivoire. Le tableau n°2, nous présente les pays africains dans leur ensemble avec un rang peu honorable.

**Tableau n°2 : Liste des pays les plus pauvres**

| Rang | Pays               | PNB/HAB | Rang | Pays             | PNB/HAB |
|------|--------------------|---------|------|------------------|---------|
| 179  | Azerbaïdjan        | 500     | 203  | Mali             | 250     |
| 180  | Georgie            | 500     | 204  | Sao Tome E Princ | 250     |
| 181  | Mauritanie         | 500     | 205  | Soudan           | 250     |
| 182  | Zimbabwe           | 490     | 206  | Cambodge         | 240     |
| 183  | Ghana              | 450     | 207  | Kenya            | 235     |
| 184  | Guinee Equatoriale | 430     | 208  | Bangladesh       | 230     |
| 185  | Pakistan           | 425     | 209  | Niger            | 230     |
| 186  | Bhoutan            | 400     | 210  | Guinee Bissau    | 220     |
| 187  | Centre-Afrique     | 370     | 211  | Madagascar       | 220     |
| 188  | Albanie            | 360     | 212  | Vietnan          | 220     |
| 189  | Benin              | 360     | 213  | Liberia          | 200     |
| 190  | Gambie             | 350     | 214  | Nepal            | 200     |
| 191  | Nicaragua          | 350     | 215  | Ouganda          | 200     |
| 192  | Tadjikistan        | 350     | 216  | Tchad            | 190     |
| 193  | Zambie             | 350     | 217  | Erythree         | 165     |
| 194  | Mongolie           | 340     | 218  | Burundi          | 150     |
| 195  | Burkina Faso       | 320     | 219  | Sierra Leone     | 150     |
| 196  | Togo               | 320     | 220  | Somalie          | 150     |
| 197  | Inde               | 310     | 221  | Tanzanie         | 150     |
| 198  | Afghanistan        | 300     | 222  | Malawi           | 140     |
| 199  | Laos               | 300     | 223  | Zaire            | 135     |
| 200  | Nigeria            | 280     | 224  | Ethiopie         | 130     |
| 201  | Yemen              | 280     | 225  | Mozambique       | 120     |
| 202  | Haiti              | 250     | 226  | Rwanda           | 100     |

Source : ATLASECO, 1997, p.13.

Les données de ce tableau nous surprennent énormément. La plupart des pays africains y sont et en de mauvaises postures. Des pays comme le Nigeria, connu pour sa production de pétrole, le Zaïre et la Sierra Leone pour leur diamant, le Niger pour son uranium, malgré la présence de réserves de minerais et de ressources énergétiques ne sont pas les mieux classés. Mais là encore, c'est sans compter sur l'immaturité de certains dirigeants africains dont la gabegie semble la principale voie de gestion des ressources nationales. En plus les situations d'instabilités politiques et sociales de certains pays, ne permettent pas un contrôle rigoureux des exploitations nationales.

Lorsqu'un pays dit indépendant ne dispose pas de sa propre monnaie, de quelle indépendance peut-on parler surtout quand on sait que l'économie domine pratiquement la vie du pays. Pour s'en rendre compte, il suffit de revenir quelques années en arrière, plus précisément en Janvier 1994 où entra en vigueur le changement de parité du franc

CFA. Cette décision qui rendait les pays africains de l'UMOA<sup>vi</sup> et de l'EAC<sup>vii</sup> plus pauvres qu'auparavant, fut saluée avec beaucoup d'enthousiasme par Michel Camdessus<sup>viii</sup>. Comment comprendre que pour une monnaie africaine à ce sommet de Dakar, soient présents le FMI et la France. (Dorce, 1994, p.19). La dévaluation du franc CFA a donc été imposée aux Africains sans autres forme de procès. Ce délit de haute évidence ne s'est opéré que dans les pays africains ayant en commun l'usage de monnaie coloniale française. Amadou, Maktar M'Bow à ce niveau économique du débat réagit courageusement en ces termes : « l'objectif des organismes internationaux n'est pas de promouvoir le développement de l'Afrique, mais de l'intégrer dans le système économique mondial » (Jeune Afrique économie, 1990, p.102).

Une telle déclaration d'une personnalité de haut niveau ne peut que nous interpeler. Elle est sue des nombreux dirigeants africains. Cependant, combien sont-ils à pouvoir et à vouloir se passer de l'assistance maternelle de l'occident pour donner une nouvelle impulsion au développement de son pays. L'on préfère recevoir, aide et protection de l'occident pour garantir ses jours au pouvoir.

Les cadres supérieurs de nos armées continuent d'être formés en Europe pour parachever la formation reçue dans leurs pays. Les équipements militaires, les armes de défenses, sont achetés à coup de milliards par an aux occidentaux. L'Afrique est un important marché pour l'Occident. Des bases militaires étrangères sont fonctionnelles sur le territoire africain. D'ailleurs fabriquer des armes par les pays africains serait perçu comme une menace pour l'économie et le marché occidental. En plus de la menace économique, les Européens verraient en cela des menaces de l'ordre social avec des vellétés de guerre et de conflits permanents entre les pays Africains et en dehors de l'Afrique.

Malgré la formation de médecins, d'agents de santé dans le pays, notre système sanitaire n'inspire pas confiance aux dirigeants qui préfèrent aller se soigner pour un mal de dent à l'étranger. Lors de notre récent séjour en Tunisie, il nous a été donné de constater dans l'hôtel où nous logions, la présence de personnes en repos maladie ou en rééducation. Ces personnes venues de la Cote d'Ivoire ou d'autres pays africains au sud du Sahara nous ont confirmé de l'efficacité des médecins des pays du Maghreb. En plus de l'efficacité de ces spécialistes en médecine, ces pays disposent régulièrement des médicaments et du matériel d'intervention dont ils en produisent. Nous mettons au défi quiconque de nous citer le nom d'une entreprise de fabrication des seringues, d'épicrâniennes, des scalpels, des bistouris, de tubes à essais, de matériels de laboratoires, différents de ceux présentés par les Européens et made in Afrique au sud du Sahara.

L'Afrique dispose d'éminents docteurs en médecine, en mathématiques, en physique- chimie, en gestion, d'ingénieurs en tout genre et discipline et pourtant, la majeure partie des inventions, des découvertes scientifiques, des innovations technologiques ont pour origine l'occident. Comment comprendre cela après plus de

---

<sup>vi</sup> Union Monétaire Ouest Africain, remplacé par l'actuelle UEMOA

<sup>vii</sup> Etats de l'Afrique Centrale

<sup>viii</sup> Ex Directeur général du Fonds Monétaire International (FMI)

quarante années d'indépendance, de fréquentation des écoles de médecine, des établissements polytechniques ! Cela est inquiétant car même pour la survie de la planète, il n'y a que l'Occident qui s'en inquiète. Le sommet de la Terre de Rio de Janeiro de juin 1992, fut le fait de l'opinion publique occidentale qui prit conscience des dangers des activités humaines sur la nature (Merlin, 1992, p.12).

Pour parvenir à ces découvertes, aux inventions, il faut une formation adéquate dans les différents domaines de l'enseignement en cours dans les écoles, les centres de formation et les universités. Nonobstant la formation dans les écoles occidentales, le constat reste le même : l'occident reste et demeure le premier fournisseur de l'Afrique dans le domaine médical, informatique, électro-ménager et en véhicules ; tous ces équipements qui concourent au bonheur de l'Africain. Le développement se vit dans les mentalités et dans le comportement.

Au vu de ces différents constats, quelle posture, l'historien, l'intellectuel africain doit aborder ?

Conflit d'intérêts, il y en a. Mais cela ne se résumerait qu'à des questions ou à des propositions ! Le constat est tout simplement amer. Combien d'années faut-il aux Africains pour amorcer un véritable développement du continent.

Lorsque les dirigeants africains comprendront que la gestion du pouvoir n'est pas une affaire de famille ou de clan, lorsqu'ils comprendront qu'être au service du peuple, c'est respecter ses droits, c'est réellement assurer sa sécurité, c'est lui garantir la liberté d'expression et ne pas interférer avec l'appareil judiciaire, c'est lui rendre compte de la gestion du pouvoir, ce serait le premier pas vers un probable développement.

Quand un dirigeant rend compte au peuple, il se libère des contraintes impérialistes et peut donner libre cours à son programme de gouvernement sans craindre des représailles de la part d'une quelconque multinationale. Aucun développement ne peut se faire, sous la contrainte, sans un programme préalablement défini et surtout dans l'intérêt inconditionnel du peuple.

L'insertion de nos techniciens, ingénieurs, chercheurs, dans des programmes de recherche en sciences et en technologie, avec obligation de résultats et l'incitation de ces derniers à produire, mettrait nos pays à l'abri de nombreuses importations et dépendances. Car nous importons les résultats des technologies occidentales, mais pas la technologie elle-même. La mise à contribution de nos agents de développement dans les différents secteurs d'activités et le regard des autorités sur leur rendement contribueraient à réduire l'écart entre l'Afrique et l'Europe.

Les Occidentaux, quant à eux, malgré leur bonne volonté à nous aider par des programmes de lutte contre la faim, contre des épidémies, doivent arrêter d'interférer dans la gestion des affaires du continent. Ils n'ont pas à imposer leur dictat à nos dirigeants, encore moins à porter leur soutien sur un candidat. Cela fausse déjà les données pour un tel dirigeant qui arrive tout juste pour jouer le rôle d'un administrateur nommé par une administration étrangère. Cependant, dans les faits, dans la réalité, les Occidentaux sont-ils prêts à partager toutes leurs connaissances avec l'Afrique ? N'ont-ils pas peur d'être un jour à la traîne derrière les Africains ?

### 3. Conclusion

A l'analyse des différentes données et observations qui constituent l'ossature de cet article, l'on peut qualifier la rencontre entre le continent africain et les Occidentaux comme étant salvatrice pour le continent européen. Cependant, au vu des réalités que nous vivons quotidiennement, nous pouvons par simple analyse comprendre et dire que sans l'Occident, l'Afrique ne serait pas à ce stade actuel de développement. Pour preuve, ce sont les occidentaux qui dans leurs recherches ont mis en valeur, l'existence et l'importance de certaines ressources minières, minérales et énergétiques du sous-sol africain tel le pétrole, le manganèse, la bauxite et l'uranium. Les Africains ignoraient l'existence, l'importance et l'usage de ces ressources.

Après avoir fréquenté les écoles occidentales à la recherche de la connaissance, du savoir et du savoir-faire, l'Afrique dépend encore de l'assurances des occidentaux au plan économique, militaire et médical et éducationnel. L'intrusion européenne sur le continent s'est opérée avec forces et astuces. Avec une avance sur le plan technologique et scientifique les Européens ont profité de leur présence en Afrique pour accentuer leur développement par une savante exploitation des richesses agricoles et minières du continent.

Le système colonial a considérablement affecté l'Afrique, son histoire et même son devenir : l'économie, le social, les institutions politiques et surtout sa structure ont littéralement été bouleversés. Pour preuve, nous sommes aujourd'hui à l'école de l'Occident et nous vivons l'ère des buildings et des métros. Dès lors, il serait prétentieux de vouloir clore ce débat sur un quelconque développement des pays africains ayant connu et subi la colonisation. Il y a un processus de développement dans lequel, l'Etat est le principal acteur.

#### Conflict of Interest Statement

Je déclare qu'il n'y a aucun conflit d'intérêt. L'article a été écrit par moi-même.

#### About the Author

Koffi Ignace est Docteur en Histoire économique et sociale. Il est membre honoraire et partenaire de l'Association Tuniso-Méditerranéenne pour les études historiques sociales et économiques (TMA for HSES). Il est également Chercheur à l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains (IHAAA)

#### Sources et références bibliographiques

##### a. Sources webographiques

Rocard Michel, 2003, «le développement de l'Afrique, affaires de volonté politiques », <https://www.cairn.info/revue-etudes-2003-1-page-21.htm>, consulté les 14, 21 et 22 janvier 2021

**b. Références bibliographiques**

Atlas de l'Afrique, 2000, *Histoire*, les Editions du Jaguar, Paris

ATLASECO, 1997, *Atlas économique mondial, 226 pays étudiés*, éditions O.C., Paris.

Coste Christine, Barry Mamadou, 1990, « sommet France-Afrique, un langage de vérité à concrétiser » in *Jeune Afrique économie*, n°133, pp.42-43

Dorce Frédéric, 1994, « Dévaluation du Franc CFA, un piège sans fin » in *Jeune Afrique économie*, n° 176, pp.10-19

Memo Larousse, 1989, *économie mondiale*, Encyclopédie générale, visuelle et thématique

Merlin Pierre, 1992, « Environnement ou développement ? » in *Jeune Afrique économie*, n° 162, pp.12-13

Placca Jean Baptiste, Ewane Lobé Michel, Coste Christine et Faes Geraldine, 1990 « interview A.M. M'bow, l'Afrique doit se repenser » in *Jeune Afrique économie*, n° 133, pp.100-103

Talla Blaise-Pascal, Placca Jean-Baptiste, « Interview Bongo, sérénité dans l'adversité » in *Jeune Afrique économie*, n° 162, pp.20-33

Wandja Guidy Joséphine, 2021, « Processus électoral dans les démocraties modernes » in *Nouveau Réveil* n° 5660 de janvier 2021.

Creative Commons licensing terms

Author(s) will retain the copyright of their published articles agreeing that a Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) terms will be applied to their work. Under the terms of this license, no permission is required from the author(s) or publisher for members of the community to copy, distribute, transmit or adapt the article content, providing a proper, prominent and unambiguous attribution to the authors in a manner that makes clear that the materials are being reused under permission of a Creative Commons License. Views, opinions and conclusions expressed in this research article are views, opinions and conclusions of the author(s). Open Access Publishing Group and European Journal of Social Sciences Studies shall not be responsible or answerable for any loss, damage or liability caused in relation to/arising out of conflicts of interest, copyright violations and inappropriate or inaccurate use of any kind content related or integrated into the research work. All the published works are meeting the Open Access Publishing requirements and can be freely accessed, shared, modified, distributed and used in educational, commercial and non-commercial purposes under a [Creative Commons Attribution 4.0 International License \(CC BY 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)